



COMITE D'ACTION ET D'ENTRAIDE SOCIALE DE L'INSERM

Association (loi 1901)

Siège social : 93 Avenue de Fontainebleau – 94 270 LE KREMLIN BICÊTRE

**RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES
SUR LES COMPTES ANNUELS**

Exercice clos le 31 décembre 2024



RSM Rhône-Alpes

2 bis, rue Tête d'Or

69006 LYON

T : +33 (0) 4 72 69 19 19

www.rsmfrance.fr

COMITE D'ACTION ET D'ENTRAIDE SOCIALE DE L'INSERM

Association (loi 1901)

Siège social : 93 Avenue de Fontainebleau – 94 270 LE KREMLIN BICÊTRE

RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES SUR LES COMPTES ANNUELS

Exercice clos le 31 décembre 2024

Aux Membres de l'Association COMITE D'ACTION ET D'ENTRAIDE SOCIALE DE L'INSERM,

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'Association COMITE D'ACTION ET D'ENTRAIDE SOCIALE DE L'INSERM relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2024 tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'Association à la fin de cet exercice.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1er janvier 2024 à la date d'émission de notre rapport.

Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L.821-53 et R.821-180 du Code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que les appréciations les plus importantes auxquelles nous avons procédé, selon notre jugement professionnel, ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués, sur le caractère raisonnable des estimations significatives retenues et sur la présentation d'ensemble des comptes.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion de la Trésorière et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux Membres.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'Association à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'Association ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le C.N.A.S.

Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.821-55 du Code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre Association.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'Association à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

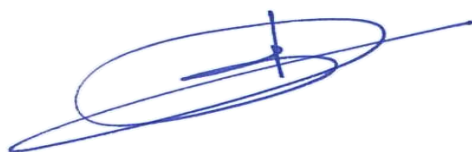
Fait à Lyon, le 17 juin 2025

Le commissaire aux comptes

RSM Rhône-Alpes

Société de Commissariat aux Comptes

Membre de la Compagnie Régionale de Lyon-Riom

A handwritten signature in blue ink, consisting of a large, stylized 'G' followed by a horizontal line and a vertical line intersecting it.

Gaël DHALLUIN

Associé

ACTIF	Brut	Amortissement Dépréciations	Net au 31/12/24	Net au 31/12/23
Immobilisations incorporelles	137 741,71	137 741,71	-	-
Frais d'établissement				
Frais de recherche et de développement				
Donations temporaires d'usufruit				
Concessions, brevets et droits assimilés	26 055,71	26 055,71	-	-
Droit au bail				
Autres immob. incorporelles / Avances et acomptes	111 686,00	111 686,00	-	-
Immobilisations corporelles	521 834,24	352 055,87	169 778,37	63 594,50
Terrains				
Constructions				
Installations techniques, matériel et outillages				
Autres immobilisations corporelles	402 848,24	352 055,87	50 792,37	63 594,50
immobilisations en cours	118 986,00		118 986,00	
Immob. en cours / Avances et acomptes				
Biens reçus par legs ou donations destinés à être cédés				
Immobilisations financières	671 959,16	345 941,03	326 018,13	330 523,71
Participations et créances				
Autres titres immobilisés	552 370,00	330 316,61	222 053,39	207 931,01
Prêts	90 174,00	15 624,42	74 549,58	94 572,45
Autres	29 415,16		29 415,16	28 020,25
TOTAL I	1 331 535,11	835 738,61	495 796,50	394 118,21
Stocks et encours				
Avances & acomptes versés/com.	145 734,28		145 734,28	158 523,71
Créances				
Créances usagers et comptes rattachés	83 459,31	10 995,57	72 463,74	57 111,55
Créances reçues par legs ou dons				
Autres	72 090,56		72 090,56	53 052,68
Valeurs mobilières de placement	107 717,45		107 717,45	106 110,72
Instruments de trésorerie				
Disponibilités	1 069 842,34		1 069 842,34	1 248 069,55
Charges constatées d'avance	57 354,45		57 354,45	144 363,14
TOTAL II	1 536 198,39	10 995,57	1 525 202,82	1 767 231,35
Frais d'émission des emprunts (III)				
Primes de remboursement des emprunts (IV)				
Ecart de conversion (V)				
TOTAL I+II+III+IV+V	2 867 733,50	846 734,18	2 020 999,32	2 161 349,56

PASSIF	Net au 31/12/24	Net au 31/12/23
Fonds propres		
Fonds propres sans droits de reprise (1)		
Fonds propres statutaires	524 000,00	524 000,00
Fonds propres complémentaires		
Fonds propres avec droits de reprise		
Fonds propres statutaires		
Fonds propres complémentaires		
Ecart de réévaluation		
Subventions d'investissement sur biens non renouvelable (1)		
Réserves		
Réserves statutaires ou contractuelles	973 191,69	903 779,11
Réserves pour projets de l'entité		
Autres		
Report à nouveau		
Résultat de l'exercice	52 613,79	69 412,58
Situation nette	1 549 805,48	1 497 191,69
Fonds propres consommables		
Provisions réglementées		
Subventions d'investissement		
TOTAL I	1 549 805,48	1 497 191,69
Fonds reportés et dédiés		
Fonds reportés liés aux legs ou donations réglementées		
Fonds dédiés		
TOTAL II	-	-
Provisions		
Provisions pour risques		
Provisions pour charges	94 890,00	152 541,00
Fonds dédiés sur subventions de fonctionnement (1)		
Fonds dédiés sur autres ressources (apports, dons, legs) (1)		
TOTAL III	94 890,00	152 541,00
Dettes		
Emprunts obligataires et assimilés (titres participatifs)		
Emprunts et dettes auprès des organismes de crédit risques		
Emprunts et dettes financières diverses	671,28	1 441,69
Avanc. & acptes reçus/com en cours		24 263,74
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	84 849,50	199 020,06
Dettes des legs et dotations		
Dettes fiscales et sociales	115 186,15	109 247,91
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés		
Autres dettes	143 118,34	130 862,64
Instruments de trésorerie		
Produits constatés d'avance	32 478,57	46 780,83
TOTAL IV	376 303,84	511 616,87
Ecart de conversion passif (V)		
TOTAL I+II+III+IV+V	2 020 999,32	2 161 349,56

(1) Ne concerne que la colonne de l'exercice précédent

COMPTE DE RESULTAT (1/2)	Au 31/12/24	Au 31/12/23
Produits d'exploitation		
Cotisations		
Ventes de biens et services		
Ventes de biens		
<i>Dont ventes de dons en nature</i>		
Ventes de prestations de service	1 085 599,44	1 025 067,32
<i>Dont parrainages</i>		
Produits de tiers financeurs		
Concours publics et subventions d'exploitation	2 525 981,00	2 416 265,00
Versements des fondateurs ou consommation de la dotation consommable		
Ressources liés à la générosité du public		
<i>Dons manuels</i>		
<i>Mécénats</i>		
<i>Legs, donations et assurances vie</i>		
Contributions financières		
Cotisations (1)		
Subventions d'exploitation (1)		
Reprises sur amortissements, dépréciations, provisions et transferts de charge	556,32	1 733,00
Utilisation des fonds dédiés		
Autres produits	902,82	2 788,26
TOTAL I	3 613 039,58	3 445 853,58
Charges d'exploitation		
Achats de marchandises		
Variation de stocks		
Autres achats et charges externes	2 439 681,64	2 198 575,95
Aides financières		
Impôts, Taxes et versements assimilés	19 130,47	10 876,39
Salaires et traitements	383 927,42	311 652,87
Charges sociales	133 059,52	98 378,37
Dotations aux amortissements et dépréciations	12 802,13	20 542,13
Dotations aux provisions		
Dotations aux provisions pour risque et charges	- 57 651,00	23 068,00
Report en fonds dédiés		
Subventions accordées par l'association (1)		
Autres charges	605 848,47	693 462,96
TOTAL II	3 536 798,65	3 356 556,67
RESULTAT D'EXPLOITATION (I-II)	76 240,93	89 296,91
Produits financiers		
De participations	6 198,45	9 071,48
D'autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé		
Autres intérêts et produits assimilés	56,80	
Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charge		611,11
Différences positives de change		
Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement		
TOTAL III	6 255,25	9 682,59
Charges financières		
Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions	31 200,41	28 974,92
Intérêts et charges assimilées		
Différences négatives de change		
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement		
TOTAL IV	31 200,41	28 974,92
RESULTAT FINANCIER (III-IV)	- 24 945,16	- 19 292,33
RESULTAT COURANT (I-II-III-IV)	51 295,77	70 004,58

COMPTE DE RESULTAT (2/2)	Au 31/12/24	Au 31/12/23
Produits exceptionnels		
Sur opérations de gestion	916,00	1 000,00
Sur opérations en capital	1 407,02	
Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charges		
TOTAL V	2 323,02	1 000,00
Charges exceptionnelles		
Sur opérations de gestion		
Sur opérations en capital		
Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions		
TOTAL VI	-	-
RESULTAT EXCEPTIONNEL (V-VI)	2 323,02	1 000,00
Participation des salariés au résultat (VII)		
Impôts sur les bénéfices (VIII)	1 005,00	1 592,00
Report des ressources non utilisées des exercices antérieurs (1)		
Engagement à réaliser sur ressources affectées (1)		
TOTAL DES PRODUITS (I+III+V)	3 621 617,85	3 456 536,17
TOTAL DES CHARGES (II+IV+VI+VII+VIII)	3 569 004,06	3 387 123,59
EXCEDENT OU DEFICIT	52 613,79	69 412,58
Contributions volontaires en nature		
Dons en nature		
Prestations en nature		
Bénévolat		
TOTAL		
Charges des contributions volontaires en nature		
Secours en nature		
Mises à disposition gratuite de biens		
Prestations en nature		
Personnel bénévole		
TOTAL		

(1) Ne concerne que la colonne de l'exercice précédent

ANNEXE

Comptes annuels au 31/12/2024

La présente annexe aux comptes annuels vise à fournir une information pertinente sur l'entité concernée. En conséquence, seuls les éléments significatifs et non déjà mentionnés dans le bilan ou dans le compte de résultat de l'entité concernée sont présentés sous les cinq rubriques ci-après.

Le Comité d'Action et d'Entraide Sociale (Caes) est une association régie par la loi de 1901, qui a pour but de promouvoir, d'étudier, d'organiser et de réaliser tout projet à caractère social, culturel ou éducatif. Il propose aux agents de l'Inserm de participer à des activités auxquelles ils ne pourraient accéder sans son appui (financier ou organisateur).

A) FAITS EXCEPTIONNELS DE L'EXERCICE

Note N° 1 – Faits majeurs de l'exercice

- Acquisition d'un nouveau logiciel ACLCE qui viendra remplacer le logiciel Ganaël actuellement utilisé par l'association. Le logiciel ayant été mis en service en 2025, l'acquisition de 118 K€ a été comptabilisée en immobilisation en cours et n'a pas été activée sur l'exercice
- Investissement CAES à Tignes et Megève d'un montant de 44 300 €
- Reprise de la subvention soutien scolaire en 2024
- Mise en place du plafond annuel avec majoration de 40 %

Note N° 2 – Événements post-clôture

NEANT

B) PRINCIPES, RÈGLES ET MÉTHODES COMPTABLES

Note N° 3 - Hypothèses de base

Les présents comptes ont été établis en conformité avec les dispositions du règlement ANC N°2014-03 applicable à l'exercice et arrêtés le conseil d'administration.

En plus du règlement ANC 2014-03, les comptes ont été arrêtés en respectant les adaptations sectorielles spécifiques conformément au référentiel ANC N°2018-06

Les conventions comptables ont été appliquées dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base :

- Continuité de l'exploitation,
- Permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre,
- Indépendance des exercices et conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

Note N° 4 - Règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels

4.1 - Méthode des coûts historiques

L'évaluation des éléments inscrits en comptabilité générale a été pratiquée par référence à la méthode dite des coûts historiques qui se caractérise par l'emploi de coûts nominaux exprimés en monnaie nationale courante. Plus particulièrement, les modes d'évaluation ci-après décrits ont été retenus pour les divers postes des comptes annuels.

4.2 - Actif immobilisé

La valeur brute des éléments de l'actif immobilisé correspond à leur coût d'acquisition ou de production à la date d'entrée des actifs immobilisés dans le patrimoine, compte tenu des frais accessoires nécessaires à la mise en état d'utilisation de ces actifs. Ces éléments n'ont pas fait l'objet d'une réévaluation légale ou libre.

Lorsque la valeur actuelle d'un élément de l'actif immobilisé devient inférieure à sa valeur nette comptable, cette dernière est ramenée à la valeur actuelle de l'actif concerné par la constatation, selon le cas, d'un amortissement exceptionnel ou d'une provision.

Les immobilisations amortissables ont été amorties de manière linéaire afin de prendre en compte la dépréciation économique des biens.

Les durées d'amortissement utilisées sont pertinentes car elles correspondent bien aux durées réelles d'utilisation.

Les durées pratiquées sont les suivantes :

• Immobilisations incorporelles :	
- Droits de réservation prioritaires	15 à 40 ans linéaire
- Logiciels	1 à 3 ans "
• Immobilisations corporelles :	
- Matériels	5 ans "
- Matériels et Mobiliers de bureau	3 à 10 ans

Les Titres de participations dans les SCI de tourisme sont provisionnés sur une durée de 15 ans, de façon à permettre au CAES INSERM de renouveler son patrimoine mis à disposition des agents.

4.3 - Créances et dettes

Les créances et dettes ont été évaluées pour leur valeur nominale. Les créances ont, le cas échéant, été dépréciées par voie de provision pour tenir compte des difficultés de recouvrement auxquelles elles étaient susceptibles de donner lieu.

4.4 - Disponibilités

Les liquidités disponibles en banque et en caisse ont été évaluées à leur valeur nominale.

4.5 – Subvention d’investissement rapportée au compte de résultat

Néant.

C) INFORMATIONS RELATIVES AU BILAN

1- BILAN ACTIF

Note N° 5 - Immobilisations incorporelles et corporelles

Immobilisations brutes

	Valeurs brutes au 31/12/2023	Acquisition en 2024	Sorties en 2024	Valeurs brutes au 31/12/2024
Immobilisations Incorporelles				
Logiciels	26 055,71			26 055,71
Droits de réservations prioritaires	111 686,00			111 686,00
Immobilisations en cours		118 986,00		118 986,00
Immobilisations Corporelles				
Autres immo corp.	402 848,24			402 848,24
	540 589,95	118 986,00	-	659 575,95

Amortissements

	Amortissements au 31/12/2023	Dotations en 2024	Reprises en 2024	Amortissements au 31/12/2024
Immobilisations Incorporelles				
Logiciels	26 055,71			26 055,71
Droits de réservations prioritaires	111 686,00			111 686,00
Immobilisations Corporelles				
Autres immo corp	339 253,74	12 802,13		352 055,87
	476 995,45	12 802,13	-	489 797,58

Note N° 6 - Immobilisations financières

Autres Immobilisations Financières

	Valeurs brutes au 31/12/2023	Acquisition en 2024	Sorties en 2024	Valeurs brutes au 31/12/2024
Titres sociétés de tourisme	508 070,00	44 300,00		552 370,00
Prêts Solidarité	109 174,08	20 281,02	39 281,10	90 174,00
Dépôts et cautionnements	28 020,25	1 394,91		29 415,16
	645 264,33	65 975,93	39 281,10	671 959,16

	Dépréciations au 31/12/2023	Dotations en 2024	Reprises en 2024	Dépréciations au 31/12/2024
Titres sociétés de tourisme	300 138,99	30 177,62		330 316,61
Prêts Solidarité	14 601,63	1 022,79		15 624,42
Dépôts et cautionnements				
	314 740,62	31 200,41	-	345 941,03

	Valeurs nettes au 31/12/2023	Augmentations en 2024	Sorties en 2024	Valeurs nettes au 31/12/2024
Titres sociétés de tourisme	207 931,01	14 122,38		222 053,39
Prêts Solidarité	94 572,45	19 258,23	39 281,10	74 549,58
Dépôts et cautionnements	28 020,25	1 394,91		29 415,16
	330 523,71	34 775,52	39 281,10	326 018,13

PRÊTS SOLIDARITÉ EN COURS :

<i>Solde au 31/12/2024</i>	<i>Remboursements prévus en 2025</i>	<i>Remboursements prévus de 2026 à 2029</i>
90 174,00 €	31 692,00 €	59 102,00 €

Note N° 7 - Créances clients et autres créances

Au 31 décembre 2024, les créances sur les agents participants représentent 83 459 € et le montant des autres créances s'élève à 31 594 €

Leur exigibilité est inférieure à un an. Afin de tenir compte de certains risques de non-recouvrement, il est indiqué que les créances sont dépréciées à hauteur de 10 996 €.

Au cours de l'exercice 2024, aucune dotation a été pratiquée sur les créances clients et sur les autres créances.

Note N° 8 – Valeurs mobilières de placement

Néant

2- BILAN PASSIF

Note N° 9 - Réserves

Au 31 décembre 2024, le poste « Réserves » se décompose ainsi :

Réserves obligatoires	391 720,43 €
Réserves libres	581 471,26 €
Total	973 191,69 €

Note N° 10 - Résultat net

L'exercice de l'année 2024 est excédentaire de **52 613,79 €**

Note N° 11 – Variation des fonds propres

VARIATION DES FONDS PROPRES	A L'OUVERTURE	AFFECTATION DU RESULTAT	AUGMENTATION	DIMINUTION OU CONSOMMATION	A LA CLOTURE
Fonds propres sans droit de reprise	524 000,00				524 000,00
Fonds propres avec droit de reprise					
Ecart de réévaluation					
Réserves	903 779,11	69 412,58			973 191,69
Report à nouveau					
Excédent ou déficit de l'exercice	69 412,58	- 69 412,58	52 613,79		52 613,79
Situation nette	1 497 191,69				1 549 805,48
Fonds propres consommables					
Subventions d'investissement					
Provisions réglementées					
TOTAL	1 497 191,69	-	-	-	1 549 805,48

Note N° 12 – Engagement de retraite - Provision départ à la retraite

Jusqu'au 31/12/2021, une provision pour indemnités de fin de carrière était constituée pour toute personne dont le départ en retraite est prévu dans les cinq années à venir.

A partir de l'exercice 2022, une provision pour indemnités de fin de carrière est constituée pour l'ensemble du personnel conformément à la recommandation de l'ANC 2013-02 du 7 novembre 2013 relative « aux règles d'évaluation et de comptabilisation des engagements de retraite et avantages similaires pour les comptes annuels et les comptes consolidés établis selon les normes comptables françaises »

Les hypothèses retenues sont les suivantes :

- Age de départ à la retraite : 65 ans
- Taux de charges : 35%
- Taux de revalorisation des salaires : 1,25%
- Taux d'actualisation : 3,38%
- Modalités de départ à l'initiative du salarié
- Table de mortalité : TD/TV 2018-2020

Au 31/12/2024, la provision est comptabilisée à 94 890 €, charges sociales incluses.

Note N° 13 – Dettes

Leur exigibilité est inférieure à un an.

3 - BILAN ACTIF ET PASSIF

Note N° 14 - Comptes de régularisation

Ils concernent exclusivement l'exploitation. Ils correspondent aux éléments suivants :

	<u>2024</u>	<u>2023</u>
* Charges constatées d'avance :	57 354	144 363
* Produits constatés d'avance :	32 479	46 781
* Charges à payer :		
- Dettes fournisseurs et comptes rattachés :	84 850	56 825
- Dette fiscales et sociales	78 287	84 646
- Autres dettes :	140 956	127 780
* Produits à recevoir :	3 394	7 879

D) INFORMATIONS RELATIVES AU COMPTE DE RÉSULTAT

Note N° 15 - Charges et produits exceptionnels

					CHARGES	PRODUITS
Charges Exceptionnelles						
Produits Exceptionnels						
	Remb La Poste coupon Sport Texier Alexie					458,00
	Remb La Poste chèque vac perdu Franco Mantoya					458,00
	Autres produits de cession d'actif					1 407,02
						- 2 323,02

Note N° 16 - Subvention

Le CAES INSERM a perçu au cours de l'exercice 2024 une subvention d'exploitation en provenance de l'INSERM d'un montant de 2 525 981 euros.

E) ENGAGEMENTS FINANCIERS ET AUTRES INFORMATIONS

Note N° 17 – Effectif moyen

L'effectif du CAES est de 7 salariés au 31/12/2024.

Note N° 18 - Autres engagements

Néant